



PRESS REVIEW

10 – 16 Dec. 2012

THE UFM IN THE SPOTLIGHT

| | |
|---|----------|
| UNE UNIVERSITE POUR RELANCER LE DIALOGUE EURO-MEDITERRANEEN | 2 |
| 10/12/2012, LE SOIR ÉCHOS, MOROCCO | 2 |
| DE BENITO DICE QUE EL FUTURO DE LOS PAÍSES DEL MEDITERRÁNEO SE JUEGA EN LOS PRÓXIMOS MESES | 4 |
| 10/12/2012, NOTICIAS TERRA EFE | 4 |
| MADRID RÉAFFIRME SON SOUTIEN À L'ACTION DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'UPM | 6 |
| 10/12/2012, MENARA.MA, MOROCCO | 6 |

UFM MENTIONS

| | |
|--|----------|
| LA FONDATION ANNA LINDH COMPTE EXERCER EN ALGÉRIE LE PROGRAMME DAWRIK POUR LANCER LE DIALOGUE SUD-SUD | 7 |
| 16/12/2012, EL WATAN, ALGERIA | 7 |
| PRÉSENTATION DE L'UNIVERSITÉ EURO-MÉDITERRANÉENNE À FÈS : QUEL ENJEU POUR LE CAPITAL HUMAIN ? | 9 |
| 16/12/2012, LE MATIN, MOROCCO | 9 |



THE UFM IN THE SPOTLIGHT

Une université pour relancer le dialogue euro-méditerranéen (Interview to Mostapha Bousmina, President of the Euro-Mediterranean University of Fez)

10/12/2012, *Le Soir Échos, Morocco*

<http://www.lesoir-echos.com/une-universite-pour-relancer-le-dialogue-euro-mediterraneen/actualites-2/presse-maroc/62474/>

Une université pour relancer le dialogue euro-méditerranéen

Rime El Jadidi

L'Union pour la Méditerranée (UpM) vient de créer son Université Euro-méditerranéenne. Elle ouvrira ses portes en 2015 à Fès.



L'Université euro-méditerranéenne ouvrira ses portes en 2015. C'est ce qui a été annoncé par Mostapha Bousmina (en médaillon) à l'occasion du Forum de Fès.

Quatre ans après son lancement, l'Union pour la Méditerranée (UpM) n'a toujours pas réussi à concrétiser ses projets. L'actuel Secrétaire Général de l'Union Pour la Méditerranée (UPM), Fathallah Sijilmassi, semble adopter une nouvelle tactique afin de relancer l'Union. L'un des projets phares du mandat de Sijilmassi est le projet d'une université euro-méditerranéenne. Un projet qui est né en juin dernier et a mené à la création de l'université le 28 novembre à Fès. Mostapha Bousmina, Chancelier de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques, a été nommé président de l'Université Euro-méditerranéenne de Fès. Entretien.



Pouvez-vous nous présenter cette nouvelle université ?

La première formation devrait débuter en 2015. Mais dès 2013, nous organiserons des activités de recherche et de formation afin de préparer l'université à la rentrée 2015. Nous avons établi un plan d'action graduel pour atteindre 6 000 étudiants d'ici 2024, et 10 000 à l'horizon 2032. Les étudiants, le staff et les enseignants seront issus des différents pays de la région. 70 % du cursus sera consacré à l'ingénierie contre 30 % pour les sciences humaines, sociales et politiques. Enfin, le projet sera financé en partie par l'UpM et la commission européenne.

Quelle place occupe ce projet dans le cadre des activités de l'UpM ?

Cette université est vraiment le projet phare de l'UPM. L'UPM a été créée suite à une initiative de la présidence française pour réactiver le processus de Barcelone et donner un nouveau souffle à cette union pour la Méditerranée. Elle a échoué dans un premier temps, mais maintenant nous avons un Marocain à la tête de cette institution et croyez-moi si je vous dis qu'il travaille extrêmement dur afin de lui donner un nouveau souffle. L'Union pour la Méditerranée commence à marcher grâce à Sijilmassi. Et l'un des projets phares de l'Union pour la Méditerranée, c'est exactement cette université qui est la deuxième université euro-méditerranéenne dans cette région du monde.

Étant donné que l'approche diplomatique n'a pas fonctionné, est-ce que la création d'une telle université peut permettre de redynamiser l'union ? Peut-on parler d'un changement d'approche pour relancer le dialogue dans la région ?

Je ne dirais pas que c'est grâce à cette université que les activités de l'UpM seront relancées. L'UpM a son propre agenda. Il y a d'autres projets qui sont actuellement sur la table et qui sont à l'étude. Mais je dirai que le projet qui est le plus avancé en ce moment est celui de l'université euro-méditerranéenne. Et je fais confiance à Sijilmassi et à son équipe qui est très dynamique et qui fait tout pour réussir le pari de l'UpM. En effet le problème crucial de l'UpM était la politique. Pour résoudre des problèmes politiques insurmontables, l'approche diplomatique n'était pas la meilleure. Ce que Fathallah Sijilmassi est en train de faire est exactement ce que Sa Majesté a fait dans ce pays. Il a adopté une méthode scientifique basée sur des projets et des plans sectoriels tels que le Plan Emergence. Il s'agit d'un projet avec une vision à long, moyen et court terme, avec livrables et échéanciers. De même pour le Plan Azur, et le Maroc Numérique. L'UpM a maintenant adopté cette technique en focalisant plutôt sur des projets au lieu de se lancer dans des débats philosophiques et politiques insurmontables.

Quelles langues seront enseignées dans cette université ?

L'Arabe sera évidemment enseigné parce que c'est notre langue et que nous devons en être fiers. Il y a une forte demande également des pays européens pour qu'on enseigne l'Arabe. Il va y avoir également le Français, l'Espagnol, et plus tard l'Italien, avec l'enseignement de l'Anglais à tous les niveaux dans tous les cursus universitaires.

Qu'en est-il des autres langues méditerranéennes ? L'Hébreu, par exemple...

Pourquoi pas ? Nous sommes un pays ouvert. L'enseignement de l'Hébreu n'est pas prévu dans l'immédiat. Mais dans le futur, s'il y a des demandes, on examinera cela. En tout cas le Maroc est un pays ouvert et c'est cette valeur d'ouverture du Maroc qu'on aimerait perpétuer au sein de cette université.

Pourquoi avoir choisi la ville de Fès pour abriter cette université euro-méditerranéenne ?

La ville de Fès a longtemps été le berceau de la civilisation méditerranéenne. Fès le mérite et c'est un Amazigh qui vous le dit. Il est temps de redonner à cette ville la place qu'elle mérite dans cet espace méditerranéen. C'est un honneur pour le Maroc que d'accueillir cette université. Mais l'honneur s'accompagne d'un devoir de réussite, celui d'en faire une grande et prestigieuse université.



De Benito dice que el futuro de los países del Mediterráneo se juega en los próximos meses

10/12/2012, Noticias Terra || EFE

<http://noticias.terra.es/mundo/de-benito-dice-que-el-futuro-de-los-paises-del-mediterraneo-se-juega-en-los-proximos-meses,f9604ab0b7f7b310VgnCLD2000000dc6eb0aRCRD.html>

De Benito dice que el futuro de los países del Mediterráneo se juega en los próximos meses

10 de diciembre de 2012 • 18:22

AAA 

NOTICIA



De Benito dice que el futuro de los países del Mediterráneo se juega en los próximos meses

Foto: Agencia EFE / © EFE 2012. Está expresamente prohibida la redistribución y la redifusión de todo o parte de los contenidos de los servicios de Efe, sin previo y expreso consentimiento de la Agencia EFE S.A.



El Secretario de Estado de Asuntos Exteriores, Gonzalo de Benito, ha asegurado hoy que el futuro de los países de ambos lados del Mediterráneo se juega "en los próximos meses", tras haberse reunido en Barcelona con el Secretario General de la Unión por el Mediterráneo (UpM), Fathallah Sijilmassi.

Ambos dirigentes han acordado establecer sinergias en busca de una mayor cooperación entre todos los organismos que rigen en la zona, en la que ha sido la primera visita del secretario de Estado español a la sede de la UpM, ubicada en Barcelona.

"Estamos tratando de buscar la mayores sinergias posibles entre la Unión por el Mediterráneo y los organismos que trabajan en el entorno mediterráneo. Compartimos la idea de que nuestro futuro, el de España y el de países como Marruecos, los de ambas riberas del Mediterráneo, se juega en los próximos meses o años", ha afirmado el el secretario de Estado.

Así, De Benito ha señalado que próximamente se van a poner en juego los retos de estabilidad, de apertura política y de establecimiento de nuevos regímenes democráticos que garantizarán en el futuro mayor crecimiento económico y mejores condiciones de vida en esta zona del Mediterráneo.

El secretario ha indicado que pese a que en algunos países de la ribera sur del Mediterráneo pueda haber "algún retroceso", como está ocurriendo actualmente, la situación se tiene que ver como "un proceso" que se inició hace dos años en busca de mayor apertura y de regímenes democráticos.

"Lo importante es seguir apoyando estos países en el camino hacia la democracia", ha sentenciado.

De la misma manera, el secretario ha destacado que, en cooperación con la UpM, se van a centrar en políticas que puedan beneficiar a los habitantes de los países de ambas riberas del Mediterráneo.

"Vamos a poner mucho énfasis en lo que son políticas que tengan un efecto positivo para las poblaciones: creación de empleo o programas de infraestructuras", ha comentado.

El secretario de Estado también ha detallado que se han programado para 2013 tres reuniones ministeriales en sectores como el de la situación de la mujer en los países miembros, las energías renovables y el de la cooperación económica.

Asimismo, ha destacado que España, a pesar de la crisis, ha destinado 100 millones de euros con el Banco Europeo de Inversiones para proyectos en el sur del Mediterráneo.

"No va a faltar la financiación imprescindible para poner en marcha una serie de proyectos que son importantes para la convivencia entre los países miembros", ha asegurado.

Por su parte, el Secretario General de la Unión por el Mediterráneo (UpM), Fathallah Sijilmassi, ha querido expresar su gratitud por "el apoyo activo" de España a la UpM y a sus actividades y ha señalado que se han establecido acuerdos para fomentar la cooperación regional en la zona.

Sijilmassi ha destacado que a través de proyectos concretos en el campo de las infraestructuras, del papel de la mujer en los países miembro y del desarrollo económico para la creación de empresas y de empleo, se favorece una gran colaboración regional.



Madrid réaffirme son soutien à l'action du secrétariat général de l'UpM

10/12/2012, Menara.ma, Morocco

<http://www.menara.ma/fr/2012/12/10/402788-madrid-r%C3%A9affirme-son-soutien-%C3%A0-l'action-du-secr%C3%A9tariat-g%C3%A9n%C3%A9ral-de-lupm.html>

Madrid réaffirme son soutien à l'action du secrétariat général de l'UpM

MAP | 10.12.2012 | 22h10

Barcelone, 10 déc. 2012 (MAP) - Le secrétaire d'Etat espagnol aux Affaires étrangères, Gonzalo de Benito a réaffirmé, lundi, le soutien de son pays aux actions menées par le secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée (UpM) visant à promouvoir la coopération et le partenariat entre les deux rives de la Méditerranée.

"Nous sommes en train d'œuvrer activement pour renforcer les liens entre l'UpM et le gouvernement espagnol en vue de promouvoir notamment le développement économique de la région euro-méditerranéenne et l'emploi des jeunes", a déclaré M. de Benito à l'issue d'une rencontre, au siège de l'UpM à Barcelone (nord-est de l'Espagne), avec le secrétaire général de cette organisation, Fathallah Sijilmassi.

"Notre objectif est de promouvoir davantage de synergies entre l'UpM et les organismes œuvrant pour le développement de la Méditerranée", a dit le diplomate espagnol, soulignant l'importance des défis auxquels font face les deux rives de la Méditerranée.

Il a indiqué à cet égard qu'en dépit de la crise économique, l'Espagne maintient ses engagements financiers pris dans le cadre de l'Union européenne pour la mise en place des projets de développement prévus dans la rive sud de la Méditerranée.

Il a rappelé à cet égard la contribution de Madrid à hauteur de 100 millions d'euros pour réaliser des projets de développement dans des pays sud-méditerranéens avec le concours financier de la Banque européenne d'investissement (BEI), ajoutant que les fonds nécessaires pour la mise en œuvre d'une série de projets importants seront garantis.

Pour sa part, M. Sijilmassi a salué le soutien qu'apporte le gouvernement espagnol à l'UpM, qualifiant de "pionnier" le rôle que joue Madrid pour promouvoir la coopération dans la région euro-méditerranéenne.

"L'engagement actif de l'Espagne vis-à-vis de la coopération euro-méditerranéenne est très apprécié dans les pays de la rive sud", a indiqué le diplomate marocain, selon lequel le rôle de l'UpM "est crucial pour promouvoir une grande intégration régionale à travers des programmes concrets".

M. Sijilmassi a également souligné la nécessité d'impliquer la société civile et le secteur privé de la région euro-méditerranéenne pour favoriser l'intégration régionale à travers la mise en œuvre de projets concrets en matière d'infrastructure, de renforcement du rôle de la femme dans le développement socio-économique, de création d'emplois ainsi que dans les secteurs des transports et des énergies renouvelables.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue les projets initiés par l'UpM ainsi que les activités qui seront lancées en 2013, notamment le Plan solaire méditerranéen, la création de l'Université euro-méditerranéenne à Fès, l'initiative emploi en Méditerranée (Med4Jobs), ainsi que la construction d'une autoroute transmaghrébine et la mise en place d'une usine de dessalement d'eau de mer à Gaza.

Le programme des activités de l'UpM pour 2013 prévoit notamment la tenue de trois réunions ministérielles sur des questions intéressantes notamment la promotion de la situation de la femme et les énergies renouvelables ainsi qu'un grand forum sur les opportunités d'affaires en Méditerranée occidentale dans le cadre du groupe 5+5. MB---BI. JB



UFM MENTIONS

La fondation Anna Lindh compte exercer en Algérie le programme Dawrik pour lancer le dialogue Sud-Sud

16/12/2012, El Watan, Algeria

http://www.elwatan.com/actualite/le-programme-dawrik-pour-lancer-le-dialogue-sud-sud-16-12-2012-196046_109.php

A LA UNE • ACTUALITÉ

La fondation Anna Lindh compte exercer en Algérie

Le programme Dawrik pour lancer le dialogue Sud-Sud

le 16.12.12 | 10h00 Réagissez



Imprimer PDF Envoyer à un ami Flux RSS Partager

La fondation Anna Lindh (FAL) lance le programme «Dawrik-citoyens pour le dialogue», en vue d'accompagner la transition entamée dans les pays arabes depuis 2011.

En Algérie, c'est en collaboration avec le réseau associatif et le Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant (NADA) que la FAL a annoncé, hier, à Alger cette initiative. Cette dernière va regrouper des représentants des associations algériennes durant deux jours (hier et aujourd'hui) pour discuter de la mise en pratique de ce projet. Ce dernier « vise à développer les capacités des organisations de la société civile (OSC) et des acteurs les plus dynamiques impliqués dans le dialogue interculturel », explique Khaled Hamad, directeur du projet Dawrik. Bien que le projet vise à développer la coopération Sud-Sud, il a été soutenu par un fonds de l'Union européenne de 3 millions d'euros. Entre 2012 et 2014, le projet aura pour objectif de lier les organisations de la société civile avec les institutions officielles et les autorités locales.

Le projet, qui s'inscrit dans les perspectives de l'Union pour la Méditerranée (UPM), concerne les pays de la rive sud de la Méditerranée, exception faite de la Libye dont l'adhésion n'est toujours pas concrétisée. Sur le plan régional, les actions de ce programme porteront sur les domaines relevant du dialogue interculturel, à savoir la culture, l'éducation et la participation des jeunes. Dawrik porte sur trois principaux volets : la jeunesse et le dialogue local, l'art pour le changement et l'éducation à la citoyenneté interculturelle. Ce dernier axe a suscité la polémique notamment en ce qui concerne les échanges interculturels Nord-Sud. Les associations activant en Algérie se plaignent des entraves imposées à la libre circulation des personnes. A ce sujet, Abdelmalek Debbihi, secrétaire des affaires étrangères à la direction générale Europe au ministère des Affaires étrangères en Algérie, a précisé que « le problème du visa n'est pas propre aux associations. Il se pose au niveau individuel. Les pays sont souverains.



Mais là où l'on peut aider, on est là». A propos de ces entraves, Mouloud Salhi, chef de file du réseau FAL en Algérie, déclare qu'il n'y a toujours pas de réponse convaincante. Certains acteurs du mouvement associatif trouvent continuellement des difficultés pour voyager vers les pays du nord de la Méditerranée. «On nous parle de la souveraineté des pays. Pour nous, c'est un combat avec ses spécificités», a-t-il résumé la situation. Pour sa part, Khaled Hamad, venu d'Egypte, souligne que le problème du visa se pose également entre les pays du sud de la Méditerranée. «Cela relève de la responsabilité des Etats», affirme Khaled Hamad, reconnaissant que le problème du visa constitue l'un des défis de la FAL. Cette fondation compte introduire une demande dans les prochains jours auprès du ministère de l'Intérieur pour l'agrément du réseau algérien de la fondation Anna Lindh.

Djedjiga Rahmani



L'Algérie renforce le rôle des associations

16/12/2012, L'Expression, Algeria

<http://www.lexpressiondz.com/actualite/165682-l-algerie-renforce-le-role-des-associations.html>

SOCIÉTÉ CIVILE

L'Algérie renforce le rôle des associations

Par Wafia ADOUANE - Dimanche 16 Decembre 2012 - Lu 611 fois

Taille du texte :

La fondation Anna Lindh lance un programme pour promouvoir l'éducation à la citoyenneté interculturelle en Algérie.

La fondation européenne Anna Lindh pour le dialogue interculturel qui englobe 42 pays de la Méditerranée a lancé, hier à Alger, un nouveau projet intitulé «Dawrak-citoyens pour le dialogue». «Ce programme pionnier est lancé en réponse à l'historique réveil arabe, qui survient en temps opportun pour travailler avec les associations civiles de la région arabe», indique M. Andreu Claret, directeur exécutif de la fondation. «Notre objectif est de développer les capacités des organisations de la société civile et des acteurs les plus dynamiques impliqués dans le dialogue interculturel, en leur fournissant les outils et les compétences pour promouvoir le dialogue interculturel, le réseautage, la participation citoyenne en relation avec les défis de la diversité, de la démocratie et du développement», explique-t-il.

Soutenu par un fonds de l'Union européenne de 3 millions d'euros, ce programme sera élaboré au niveau national et régional pour une période de 30 mois, soit de fin 2012 à fin 2014. Pour M.Andreu Claret, «le point focal consiste tout d'abord à lier les organisations de la société civile avec les institutions officielles et les autorités locales, en collaboration avec les réseaux nationaux Anna Lindh de la société civile et les gouvernements nationaux concernés». Selon les participants au séminaire sur la participation des associations à la vie publique en Algérie qui s'inscrit dans le cadre de partenariat entre la fondation Anna Lindh et le chef de file associatif algérien d'étoile d'Akhoum en coopération avec le réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant, Nada, ce programme s'efforcera de promouvoir le renforcement des capacités, les partenariats entre les initiatives citoyennes, les associations et les institutions traitant des questions communes liées à des défis majeurs du dialogue interculturel.

Lors de ce séminaire, les représentants de la société civile se sont interrogé sur la faisabilité et les modalités de la mise en oeuvre de ce programme et autres initiatives en Algérie surtout après la promulgation de la nouvelle loi sur les associations ainsi que les difficultés bureaucratiques rencontrées lors des programmes d'échange. En réponse à ces préoccupations de la société civile, M.Debbihi Abdelmalek, secrétaire des Affaires étrangères à la direction générale Europe au MAE-Algérie a exprimé le soutien du gouvernement algérien au réseau algérien qui compte une cinquantaine d'associations et à cette fondation qui a une stratégie conforme aux aspirations de millions des jeunes de la région.

Pour sa part, M.Abderrahmane Arar, président du réseau Nada a qualifié ce programme de bonne initiative et une preuve qu'il y a une ouverture sur l'internationale notamment que les dernières années l'Algérie a été absente de ce genre de rendez-vous. Il a expliqué ce retard par «la fermeture de la société civile algérienne à cause de la décennie noire qu'a connu notre pays» ce qui fait qu'il «faut du temps pour qu'elle puisse bouger et réparer tout ce qui c'est passé. Nous sommes en phase

de reconstruction». Il convient, par ailleurs, de noter que le programme «Dawrak-citoyens pour le dialogue» sera mis en oeuvre en parallèle dans les pays arabes de l'Union pour la Méditerranée (UPM) à savoir l'Algérie, la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie, l'Egypte, la Jordanie, le Liban et la Palestine.